



Flash juridique

Frais de transports et forfait mobilités : quoi de neuf ?



Bonjour Tom ! Tu avais promis de me donner les détails sur la prise en charge des frais de transport depuis la dernière loi de protection du pouvoir d'achat.

En effet, Chris. Se rendre au travail représente un coût alors que nos porte-monnaie sont très sollicités. L'employeur avait déjà l'obligation de prendre en charge une partie du prix des titres d'abonnement souscrits pour les déplacements entre le domicile habituel et le lieu de travail quand ils sont réalisés par les transports publics ou services publics de location de vélos (art. L. 3261-2 du code du travail). L'inflation et l'objectif de transition écologique ont conduit à des mesures complémentaires.



Et quelle forme prend cet encouragement des employeurs à faire plus que ce qui est obligatoire ?

La loi du 16 août 2022 prévoit pour les entreprises des avantages sociaux et fiscaux jusque fin 2023. Ainsi les employeurs sont invités, au moins temporairement, à soutenir leurs salariés au-delà de la simple obligation de prendre en charge 50% du titre de transport public. Ce n'est que facultatif mais le CSE et les organisations syndicales peuvent soutenir la demande de porter sa participation à 75% du prix de l'abonnement du salarié.



Est-ce cela qu'on appelle le forfait mobilités durables ?

Le forfait mobilités durables est complémentaire et facultatif. Il a été introduit récemment, en 2020. Pour soutenir le pouvoir d'achat, les plafonds d'exonération attachés à ce dispositif ont été relevés depuis le 18 août 2022. C'est ce que prévoit la loi de finances rectificative pour 2022. Concrètement, il s'agit de la prise en charge de tout ou partie des frais de carburant, d'alimentation pour recharger un véhicule électrique ou hybride jusqu'à 800 € au lieu de 600 € par an. Cette prise en charge, pour les années 2022 et 2023, est accessible à l'ensemble des salariés et non aux seuls salariés utilisant leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail.



Tom, liste-moi les moyens de transports concernés s'il te plaît.

Chris, tu peux choisir ou alterner entre le vélo à la force des mollets ou à assistance électrique, que ce soit le tien ou qu'il soit loué, la voiture en covoiturage, que tu sois conductrice ou passagère, l'autopartage et tous les engins motorisés du scooter à la trottinette en passant par les gyropodes ou le skateboard cyclomoteurs et motocyclettes en location ou en libre-service. Ajoutons les transports en commun qui ne sont pas compris dans les frais d'abonnement.





Et tout cela dans la limite de 800 euros ?

Soyons précis Chris. Le forfait est exonéré d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales dans la limite de 700€ (au lieu de 500€) par personne (900 € en outre-mer) et par an pour les années 2022 et 2023 (dont 400€ au maximum de frais de carburant, 600€ en outre-mer). La limite de 800€ s'applique en cas de cumul du forfait mobilités durables et de la prise en charge par l'employeur de l'abonnement de transport en commun.



Comment mon employeur peut-il s'y retrouver ? Dois-je lui dire quand je viens à vélo et quand je prends le bus ou un covoiturage ?

Tu as raison Chris, dis ainsi ce sera vite un casse-tête dissuasif. Le ministère de la Transition écologique a donc apporté des précisions. Pour le vélo, ce peut être un montant forfaitaire par jour de pratique ou kilomètres parcourus mais aussi simplement conditionné à la pratique du vélo et être une participation aux dépenses réelles (achat du vélo, location d'un parking vélo,...). Pour le covoiturage, une participation aux frais engagés est possible.



Tom, il faudra bien que je fournisse des justificatifs.

Bien sûr mais, sans exclure le droit de l'employeur d'exercer un contrôle plus strict, une attestation sur l'honneur chaque année civile ou un justificatif de paiement sont suffisants. Cela figure au code du travail sous l'article R3261-13-2 depuis la loi de 2020 sur le forfait mobilités durables. Le ministère de la Transition écologique ajoute que l'utilisation d'une application comme Geovélo est recevable. Donc, Chris, tu vois que tout moyen confirmant ton mode de déplacement est accepté pour bénéficier de ce forfait qu'il reste toutefois à négocier dans ton entreprise si l'employeur n'a pas pris les devants.

